**Rencontre Régionale CMDF**

**Dourdan- 10 Mars 2018**

**Comment faire peuple dans une société d'individus ?**

Intervention de Marie-Agnès Fontanier et Jean-Christophe Houot

**Introduction**

Nous avons choisi ce thème car notre société nous interroge. Comment faire peuple dans notre société d'individus. Sommes-nous dans une société soi-disant émancipée (encore faut-il définir le contenu de cette émancipation : jouissance, puissance, intérêts) ? Ou bien sommes-nous dans une société désespérément fragmentée, impossible à réconcilier (au point de vouloir faire marche arrière… et retrouver nos vieux principes de la famille et de la patrie…) ?

Comment faire peuple dans une société d'individus ? Pas facile comme question… Mais en tant que chrétiens, il est difficile de fuir la question surtout quand la société parle de peuple…

Évidemment, nous prendrons le mot « peuple » au sens noble et courant du terme. Quand on dit « peuple », il s'agit d'un ensemble d'individus… un ensemble constituant une unité fondamentale capable de dépasser les intérêts particuliers.

L'homme est-il capable de faire peuple ? Lui qui est un homme de raison ?

Entendons-nous bien, sa raison peut être de l'ordre du calcul, des connaissances, du savoir, de la connaissance des causes produisant tels effets.

Mais sa raison peut être aussi de l'ordre du raisonnable, de la liberté… Une vie peut être raisonnable quand elle est sensée, quand elle a un but, une raison d'agir ainsi et pas autrement.

Pour résumer : l'homme a une raison qui procure du savoir qu'il a appris ou calculé selon ses neurones. Et il a une raison qui lui procure un sens et qu'il a lui-même choisi, décidé selon sa propre volonté.

Exemple, le nucléaire… tout ce qui est bien calculé ou su n'est pas forcément bon à faire. Sans entrer dans le débat… nous connaissons tous la formule pour faire du nucléaire (ne me la demandez pas!), mais malgré cette connaissance, est-il bon pour l'homme d'avoir des armes nucléaires ? Sujet à débattre et impossible à décider par un calcul…

Par conséquent, toutes les vérités ne sont pas forcément bonnes à dire ou à faire. La vérité peut être blessante… Et réciproquement, tout ce qui serait bon à faire n'est pas forcément réalisable…

D'où la problématique : comment concilier le juste et l'efficace ? Tout ce qui est juste n'est pas forcément efficace. Tout ce qui est efficace n'est pas forcément juste.

Question sans réponse préétablie, mais toujours à établir, à élaborer… ensemble… Et cela est d'autant plus difficile que nous sommes confrontés en permanence à différents types de violences qui nous empêchent de vivre ensemble bien.

Ces violences peuvent s'exprimer par des décisions arbitraires, sans écoute de l'autre, croyant avoir la vérité. On fait de notre propre vérité la vérité de tous. On impose sa vérité.

Les violences peuvent être aussi très rationnelles, très calculées. Par le calcul on croit posséder l'irréfutabilité… au risque d'oublier ce qui fait l'humanité de l'homme. Or, comme on l'a vu, la liberté ne se calcule pas. L'histoire d'un homme ne se résume pas à sa bio-logie, à sa logique de vie. L'homme est aussi une bio-graphie, un récit de vie, faisant de cette suite d'événements vécus une vie sensée.

Ainsi, prenant conscience de ces violences, nous saisissons que l'homme est un être de raison, mais qu'il n'en est que capable… ! Son humanité reste à faire ! En tant que chrétien, quelle sera notre manière d'être en société pour aider à faire peuple, faire humanité les uns avec les autres ?

**Plan**

Nous avons choisi d'aborder quatre tensions que nous pouvons vivre là où nous vivons et au sein desquelles nous sommes envoyés pour faire peuple. Il s'agit de :

1) « le droit à » versus « le bien commun » ;

2) « les réseaux sociaux » versus « l'émancipation de l'individu » ;

3) « Comment voulez-vous gouverner un pays où il existe plus de 300 sortes de fromages ? »,

4) « Les périphéries » versus « les centres de décisions ».

A travers ces 4 axes de réflexion, ces 4 tensions qu'on vous propose et qu'on espère créatrices, on vous invite à réfléchir ensemble à la question comment faire « concrètement » du commun et où personne ne serait en option… ?

**1er Axe : le « droit à » *versus* « le bien commun »**

Il est vrai que le progrès politique, c'est le respect de la liberté. Mais la régression politique, c'est l'absence de réflexion sur le contenu de cette liberté. Est-ce que la liberté est « tout est permis », « c'est ma cause à moi d'abord et le reste je m'en moque » ?

**La difficulté…**

« J'ai le droit »… cette phrase peut être dangereuse quand elle récuse la légitimité du bien commun et place l'intérêt particulier au-dessus de l'intérêt général. Sans noircir la situation, l'individualisme de nos sociétés a créé une confrontation entre les « droits de » qui sont des libertés fondamentales, et les « droits à ». Les premiers sont inaliénables et doivent être garantis par l’État. Les seconds sont des projets sociaux à réaliser, des buts concrets dans la vie.

Le problème surgit quand la société multiplie ses revendications. Il ne s'agit pas d'être contre l'émancipation de l'individu. Mais pour vivre ensemble, il est essentiel d'accepter une limite à ses droits. Il serait dommage de transformer les « droits à » en des biens de consommation s'insérant sur le marché, selon la loi du marché, la loi du plus offrant, la loi du plaisir, de l'agréable, toujours très bien calculée… au bénéfice de certains et au détriment d'autres…

Les droits de l'homme… qu'est-ce que c'est ? C'est déclarer que les individus naissent libres et égaux en droit… « en droit » seulement… Or, « de fait », les hommes naissent inégaux et dépendants contrairement à ce qu'énonce la déclaration. Autrement dit, les droits de l'homme fournissent une inspiration, mais elle est totalement insuffisante par elle-même. Il faut la compléter par le réalisme politique, c'est-à-dire la connaissance approfondie du terrain sur lequel on se mouille.

C'est pourquoi, vient ensuite avec la révolution industrielle et l'émergence du mouvement ouvrier, la revendication des « droits sociaux » : comme le « droit au » travail, le droit à l'éducation et bien d'autres qui seront au centre de la scène politique et syndicale des années 1880 aux années 70. Le but est bien de compléter les « droits de » l'homme. Ces droits sociaux, ces « droits à » ont pour but d'aller vers l'égalité réelle, et non formelle, des conditions de vie (santé, travail, éducation).

*Peut-on rester zen quand la réparation de la chasse d'eau se fait attendre 9 mois chez une dame de 81 ans, handicapée et soulevant difficilement ses seaux d'eau ? Peut-on rester zen quand des enfants Roms ne peuvent être scolarisés alors que l'instruction est obligatoire pour les enfants de 6 à 16 ans ? Peut-on rester zen quand des gens renoncent aux soins parce qu'ils ne trouvent pas de médecin acceptant la CMU ?* Il ne s'agit plus de se limiter à l'égalité juridique. Nous sommes tous égaux juridiquement. Aujourd'hui, il s'agit de se battre contre les inégalités sociales et économiques « réelles ».

Mais aujourd'hui, nous sommes arrivés à une troisième étape de la définition de ces droits. Ces droits deviennent des droits personnels, des droits individuels. *Ex : le droit à l'enfant… Le droit à une santé de luxe… Le droit à la meilleure éducation pour mes enfants, le droit à grandir avec ceux qui lui ressemblent pour lui garantir une plus grande autonomie à venir quitte à écarter du système d'autres enfants différents… Autre exemple, le communautarisme… : le droit à fixer ses propres lois, contraires à la déclaration des droits de l'homme, sous prétexte du droit à la différence… Ce droit à la différence peut nous conduire à une différence de droits…*

Par conséquent, les « droits à » peuvent s'opposer les uns aux autres et créer de la violence entre groupes sociaux… Et chacun croit de plus en plus avoir le droit à tout, tout de suite.

**Que faire ?**

Comment alors trouver des crans d'arrêt à la décomposition du tissu social ? Comment freiner cette atomisation et favoriser l'avancée ensemble, favoriser l'élaboration du collectif… et cela tout en favorisant l'émancipation de chacun… ? Est-ce que ces accomplissements personnels ne s'éloignent pas des projets collectifs, d'un avenir pensé ensemble, qui intégrerait tout le monde, essayant de concilier le juste et l'efficace ? Comment faire pour que la protection de plus en plus méticuleuse des droits individuels ne se fasse pas au détriment du bien commun ?

**Écoute de la Parole**

Luc 15, 15-16 : « *le fils alla se mettre au service d'un des citoyens de ce pays qui l'envoya dans ses champs garder les porcs. Il aurait bien voulu se remplir le ventre des gousses que mangeaient les porcs, mais personne ne lui en donnait*»

Un homme avait deux fils. L'un d'eux veut prendre sa part. Le père lui donne les « moyens » de vivre. Puis il part. Or, lui qui voulait vivre sa vraie autonomie, sa vraie liberté, s'est retrouvé à vivre au niveau des cochons… Il a même voulu manger ce qu'ils mangeaient… des gousses… Dans la version grecque : *keration*, des petites cornes. La corne dans la bible, c'est la puissance. Il a voulu manger des petites puissances, celles qui nous font croire qu'on est tout puissant, qu'on est le meilleur, qu'on n'a besoin de personne. Alors on va fouiner comme des cochons, on va tout faire pour en trouver, tout faire pour se nourrir de ces gousses de puissance, quitte à se rouler dans la boue, quitte à se dévisager et dévisager notre humanité…

Et le fils aîné… Il ne sait rien de la grâce d'être au bercail, de la liberté réelle qui est la sienne en tant que fils : le père lui dit « tout ce qui est à moi est à toi ». Mais il est aveugle devant les possibles qui lui sont déjà offerts… il est aveugle devant cette vie qui lui est offerte gratuitement. Le fils aîné ne veut pas recevoir cette vie. Il veut la mériter, la gagner, la posséder, se l'accaparer. Il est accaparé par sa volonté d'accaparer… il est comme un animal de ferme, comme un animal en ferme, enfermé. Finalement comme son frère, non à l'état de citoyen, mais comme un cochon… D'ailleurs, je dis « son frère », alors qu'il n'a même pas reconnu son frère… « commun ». Il dit à son père : « ton fils que voilà » (Luc 15,30) … « ton fils… » et non « mon frère… ». Il n'a pas été lui-même frère… il n'a pas été au plus profond de lui-même.

Jésus aussi disait « éloigne de moi cette coupe » … qui était pourtant « pour la multitude » … Partager la coupe, partager nos droits, nos possibles sera toujours une exigence…

**Questions pour approfondir :**

* Comment considérons-nous nos droits ? Puissance ou possibilité ?
* Quelles sont les exigences du côté du droit qui apparaissent aujourd'hui dans notre société pour viser le bien commun ?
* Est-ce qu'elles génèrent de l'épuisement ou de l'énergie ? du désengagement ou de la foi en la vie ?

**Un extrait** de « Plaidoyer pour un nouvel engagement chrétien », p. 114 :

*Comme les invités au festin de la parabole (Luc 14,15-24) nous sommes conviés à participer à quelque chose de plus grand que nous – et ce « quelque chose » qui est en cours, attend notre implication généreuse pour grandir et se ramifier encore.*

**2e Axe : « les réseaux sociaux » *versus* « l'émancipation de l'individu »**

Aujourd'hui, on peut s'interroger sur l'utilisation des nouvelles technologies et l'émancipation des individus, l'émancipation de leur humanité, de leur connaissance, de leur liberté qu'elles sont censées améliorer…

**La situation :** Il ne s'agit pas de s'opposer à ces nouvelles technologies. Internet, réseaux sociaux, intelligence artificielle… personne ne peut y échapper ! Ce serait un déni de la réalité. De plus, **heureusement qu'elles sont là** ! Exemples : *En transmettant rapidement les informations, elles nous aident à lutter contre certaines maladies. Elles nous aident à dénoncer rapidement et efficacement les violations des droits de l'homme : Amnesty ou d'autres peuvent se mobiliser en faveur d'un homme menacé ou d'une cause. L'affaire Weinstein et les réseaux sociaux ont libéré la parole des femmes sur le harcèlement. Ils ont contribué à favoriser le droit des femmes à être respectées, à être protégées contre les prédateurs. Ces nouvelles technologies nous aident à organiser une mobilisation pour renverser une dictature : elles ont bien servi lors des révolutions arabes. Et évidemment, au quotidien, elles nous aident à garder le contact avec des personnes éloignées…*

A l'inverse, **nous pouvons questionner l'usage de ces nouvelles technologies** si « efficaces ». Favorisent-elles l'émancipation de l'individu quand on apprend que les analyses marketing nous poussent à ne fréquenter que ceux qui nous ressemblent, que ceux que l'on a envie de rencontrer, ceux qui pensent et vivent comme nous… Est-ce que Internet n'est pas en train d'associer l'universalité des liens avec l'indépendance complète des acteurs ? Est-ce compatible ? Ces nouvelles technologies favorisent-elles l'émancipation de l'individu quand elles nous poussent à consommer, quand elles créent en nous de la dépendance et non de l'autonomie ? Lorsque des grandes firmes contrôlent ces nouvelles technologies et ont le « monopole » du marché, sont-elles encore respectueuses d'une politique de « libre !!! » échange ? Lorsque ces grandes firmes nous mettent au cœur de la société par leurs réseaux sociaux, ne sommes-nous pas devenus les play-mobiles, les jouets de leur jeu, autrement dit... hors-jeu de la société ? De plus, ces nouvelles technologies ne respectent pas l'environnement. Leur fabrication nécessite une consommation exponentielle de métaux précieux au prix de la vie d'enfants ou d'adultes exposés à des substances nocives… D'ailleurs, 95 % des territoires où se logent ces matériaux précieux sont maintenant détenus par la Chine qui n'a pas la même notion que nous des droits de l'homme… Si ces nouvelles technologies nous permettent de communiquer avec ceux qui sont loin, respectent-elles pour autant à la fois les populations lointaines, et les impératifs écologiques ? Nous pouvons aussi parler de la gouvernance par les nombres… qui soumet les lois à un calcul d'utilité chiffré et qui structure désormais notre vision du monde : déficit budgétaire, ratio d'endettement, taux de croissance sont devenus l'horizon privilégié du politique, fidèle au « rêve de l'harmonie par le calcul » nous rappelle Alain Supiot, dans *La gouvernance par les nombres*, Paris, Fayard, 2015. Il n'y aurait plus d'orientations majeures prises par des gouvernements politiques mais simplement des mécanismes d'ajustement en fonction d'indicateurs qui déterminent par des algorithmes la marche à suivre. (voir *Plaidoyer pour un nouvel engagement chrétien,* p. 8). On ne serait plus dans la démocratie mais dans l'algo-cratie, le pouvoir des algorithmes.

**Deux interrogations…** Interrogation sur la possibilité d**'élaborer une pensée** avec ces nouvelles technologies… est-ce qu'elles nous aident à élaborer une intelligence collective ? Est-ce que les réseaux sociaux nous aident à penser, ou bien ne sont-ils que le reflet d'une émotion collective ? Avons-nous encore de véritables espaces publics, de véritables lieux pour penser, développer, argumenter une réflexion et la rendre ainsi acceptable par tous ? Avons-nous encore des espaces, non pour réagir immédiatement, mais pour agir en élaborant une pensée, pour prendre de la distance par rapport aux faits bruts que nous diffusent les médias ? Quels sont nos véritables espaces de médiation, d'élaboration, d'élargissement du regard, nécessaires à tout choix qui se voudrait raisonnable ?

Interrogation aussi sur **les sommes de données** accessibles à tous… À croire qu'elles nous sont données pour qu'on n'ait plus besoin de choisir. Tout est donné, tout nous est calculé, tout est décidé ! Enfin, nous sommes libérés de la lourdeur de décider ! Quel bonheur, quel confort ! Plus besoin de décider… Ce progrès de l'accessibilité des données permet-il l'émancipation de l'homme ? Est-ce que la liberté de devoir toujours tout choisir (sa religion, son sexe, ses enfants) n'est pas trop lourde à supporter, d'où la mise en place de multiples calculs nous évitant ainsi de devoir choisir, décider… Avant, nous étions confrontés à l'automatisme de la tradition, de la culture. Tout était décidé à l'avance. Maintenant, avec les nouvelles technologies, on croit avoir dépassé ça… Mais, en fait, on se laisse guider, souvent inconsciemment, par l'automatisme des nouvelles technologies. Nous sommes passés de l'automatisme de la tradition à l'automatisme de la technologie. Celle-ci calcule et prend des décisions fondées sur des théories mathématiques de probabilité, de statistiques appliquées à la prévoyance sociale pour évaluer les risques… (comme le font les assurances ou les banques…). Tout est calculé pour gagner de l'argent et du temps… au risque de décider de ne rien vivre… A croire que le quantitatif pourrait un jour remplacer le qualitatif… A croire que la joie se calcule… A croire que la tâche du dialogue collectif n'apporte aucune joie... A croire qu'il faut se libérer de ce qui pourrait faire toute notre humanité… Face à l’injonction ou l'illusion du « décider tout seul », qui peut conduire à des réactions violentes, votes extrêmes ou autres, quels sont les espaces de prise de distance et d’élaboration collective pour exercer une liberté de choix qui soit informée, nourrie, mûrie par l’échange avec d’autres, qui fait prendre du recul et permet d’exercer notre raison ?

**Écoute de la Parole**

**Actes 2,6 :** « *ils étaient tous profondément surpris, car chacun d'eux entendait les croyants parler dans sa propre langue. Ils étaient remplis d'étonnement et d'admiration, et disaient : « ces gens qui parlent, ne sont-ils pas tous galiléens ? Comment se fait-il alors que chacun de nous les entendent parler dans* ***sa langue maternelle***».

Peu importe les moyens qu'on utilise..., Luc semble nous inviter à parler une langue maternelle. Avoir une langue maternelle, c'est peut-être avoir une langue de douceur, une langue qui donne naissance, une langue qui pourra faire naître de l'humanité… Avoir une langue maternelle, c'est peut-être avoir une langue qui tâtonne, qui frôle et qui va « toucher presque » des vérités profondes en l'autre... sans les saisir, sans les abîmer. Avoir une langue maternelle, c'est peut-être avoir une langue qui donne à chacun la possibilité d'être là, parmi nous. C'est peut-être avoir une langue qui ne prend pas la parole, mais qui fait passer la parole, qui offre la parole. Avoir une langue maternelle, c'est peut-être parler en silence… un silence qui pourra accueillir toute foi, toute foi en la vie ; ... c'est peut-être déposer un silence qui permettra aux personnes de retrouver au fond d'elles-mêmes la Parole qui les a faites...

**Questions pour approfondir :**

* Avec qui choisissons nous de nous relier ? Qui nous relie ? Comment sommes-nous reliés ?
* Pourquoi nous relier ? Comment faire de la médiation ? Comment élaborer des choix ensemble ?
* Qu'est-ce que cette expérience de médiation fait naître en nous et autour de nous ?

**Un extrait** de « Plaidoyer pour un nouvel engagement chrétien », p. 76 : « *Si la foi, tout comme la raison, se communique et cherche à se transmettre, elle a besoin de la médiation du langage, un langage qui se partage et évolue « relativement » à ceux à qui l'on s'adresse.*»

**3e Axe : « Comment voulez-vous gouverner un pays où il existe**

**plus de 300 sortes de fromages ? »**

C'est le problème de la démocratie !! Tout le monde la réclame, mais personne ne sait vraiment comment la faire fonctionner… Comment gouverner 300 sortes de fromages ? Comment associer le chèvre chaud comme le corse !... avec un fromage froid comme le bleu d'Auvergne, avec au milieu de la cancoillotte dégoulinante, à croire qu'elle est multiculturelle ? On ne parlera pas du babybel sans goût !

**La difficulté** est de réintégrer les questions particulières dans un cadre d'ensemble, de les hiérarchiser, de les articuler, de définir des compromis acceptables entre des exigences contradictoires avec divers modes de décisions… Cela suppose un travail de remontée : remonter à la source de ces questions. L'intérêt personnel ou l'intérêt de tous ? L'efficacité... ou la reconnaissance de chacun ? Une rentabilité sans justice ou une idéologie sans faisabilité ? Comment décider du collectif à partir de volontés particulières ?

À l'âge pré-démocratique, il s'agissait de protester depuis la place publique et de laisser les gouvernants trouver les réponses au palais… Aujourd'hui, en démocratie, c'est le pouvoir du peuple, on fait peuple quand on est à la fois du côté de la protestation, à la fois du côté de la décision au nom du peuple tout entier. Agir au nom du peuple, c'est agir au nom de tous et de chacun… Pas seulement de tous, de la majorité, sinon on détruit le chacun, certaine minorité… Et pas seulement au nom de chacun, sinon c'est la loi de la jungle.

**Comment alors gouverner ? Observons...**

Premier moyen : uniquement par le gouvernement en place, par l'exécutif…

Or, pour gouverner, il faut le trépied : pouvoir/autorité/force militaire et économique. Hollande avait le pouvoir, mais pas d'autorité. Le Pape François a de l'autorité mais pas de force militaire ou économique…

Deuxième moyen pour gouverner… : les experts… qui ont les données et peuvent tout calculer… Or, le réel ne se limite pas aux chiffres. On ne gouverne pas un pays comme une entreprise. Un pays a une culture, une tradition, des mœurs… le réel est plus complexe que des chiffres. Un pays a une histoire, un sens… or, le sens n'est jamais prédéterminé, calculable à l'avance. Le sens, l'orientation sont décidés et pas seulement calculés. La cohérence logique qui peut se calculer ne peut remplacer la cohérence narrative qui se veut sensée. Le sens de tous et de chacun dépasse les calculs. Comme la dignité de l'homme, elle n'a pas à être justifiée. L'homme n'est pas un moyen mais une fin en soi.

Troisième moyen : par la rue, les syndicats… : Or, la démocratie c'est le pouvoir du peuple. Ce n'est ni le pouvoir de la rue, ni le pouvoir de la majorité. Victor Hugo disait : « souvent la foule trahit le peuple ». Tocqueville, qui admirait la démocratie, le meilleur régime, nous avertissait en se méfiant de la tyrannie de la majorité. La majorité ne respecte pas forcément les minorités. Cependant, et heureusement, la société a le droit de se faire entendre ! Nous sommes dans un État de droit ! On a la liberté d'expression ! Mais les individus sont tellement isolés les uns des autres… comment les entendre ?

Quatrième moyen : la participation politique locale. Dans des collectifs, des conseils de quartiers, des instances de médiation, ces lieux de participation prennent de l'ampleur et permettent une élaboration plus collective de réflexions. Il s'agit d'élaborer un point de vue général et non individuel. C'est un niveau intermédiaire entre le gouvernement et chaque individu. La politique ne se joue pas qu'au niveau national. Elle se bâtit aussi au plus petit niveau, sur des questions qui ne sont pas forcément dans le débat public. Pourtant ces questions influencent les votes... : Les votes extrémistes s'arriment à des frustrations d'habitants qui se retrouvent seuls dans une situation difficile *(ex : pannes d'ascenseur, présence de jeunes dans les halls perçue comme menaçante, voitures brûlées…).* Le décalage avec les discours politiques tenus par une catégorie de population qui n'imagine pas ce qu'ils vivent au quotidien leur fait violence. Mais les modalités de cette participation sont difficiles à trouver, pour qu’elle soit réelle et non « alibi ».

Par conséquent, on peut s'interroger : comment contribuer politiquement à l'élaboration de l'intérêt général ? Faut-il faire pression sur nos élus ? Faut-il pousser les législateurs à produire des lois finalement inapplicables ? Confier les décisions aux experts ? Faire que les citoyens deviennent experts ? Y a-t-il d'autres moyens d'élaborer des lois et faire mûrir les orientations à prendre ?

**Écoute de la Parole**

Marc 10, 32-45

Jacques et Jean demandent à Jésus d'occuper des places de pouvoir, l'un à sa droite, l'autre à sa gauche… il est bien question de pouvoir… ! Mais alors qu'on imaginerait bien (et qu'on aimerait bien peut-être !) que Jésus les remette à leur place, il prend au sérieux leur demande, sans la disqualifier. Pour Jésus, il n'est jamais question de défaite quand les choses ne coïncident pas vraiment.

Jésus commence par les écouter vraiment. Il n'entend pas seulement leur désir de pouvoir. Il entend bien plus… Il entend ce qu'il y derrière leur cœur… : il va entendre leur désir de proximité. Il prend au sérieux leur demande.

Et à ce moment-là, le temps s'accomplit, un « *kairos* » s'accomplit. Le temps accompli, c'est un temps où rien est fini, où tout peut commencer, où tout peut recommencer, tout peut être traversé.

A partir de cette écoute, Jésus ne va pas leur attribuer une place… une place à droite ou une place à gauche… Au contraire, il va les déplacer… A partir d'une demande qui paraît être du ressort de l'individuel (ce que leur reprochent bien les autres disciples !), Jésus va les tirer vers autre chose, vers la coupe pour la multitude.

Il les interroge : pouvez-vous boire à cette coupe ? Il leur fait confiance : oui, vous le pouvez. Jésus croit en eux. Il croit que quelque chose de bon en eux pourra advenir. Jésus a foi en la vie. Il a foi en une évolution, en une création patiente et collective.

De même pour les dix autres disciples qui se mirent à s'indigner, en sentant cette injustice qui leur est faite. De l'impossible est en eux, de l'impossible les envahit. Quelque chose ne passe pas ! Et pourtant… Jésus fait une brèche dans cette indignation, dans leur impossible. « Celui qui veut grandir parmi vous sera votre serviteur ». Jésus fait une brèche. Jésus se fait proche de nous pour faire naître du possible quand les choses nous paraissent impossibles.

**Questions pour approfondir :**

* Quels sont nos lieux de discussion, nos espaces publics pour dialoguer ? Avec qui ?
* Sont-ils des lieux de confrontation d'intérêts ? ou des lieux de vérité, des moments d'accomplissement, des moments favorables à l'ouverture ?
* Comment l’Évangile retourne-t-il mon regard ? Comment l’Évangile m'aide-t-il à voir du possible dans ce qui semble impossible, une brèche dans ce qui semble définitivement fermé ?

**Un extrait** de « Plaidoyer pour un nouvel engagement chrétien », p. 93 :

« *Ce défi requiert d'inventer de nouvelles façons de vivre en commun, susceptibles de dépasser, sans pour autant nier, les différences d'appartenances et de convictions qui caractérisent notre société plurielle : aussi semble-t-il essentiel, pour y parvenir, d'enrayer la spirale d'accélération dans laquelle nous sommes pris, afin de nous dégager plus d'espace et de temps pour réfléchir à ce que nous voulons réellement faire ensemble, et commencer à le mettre en œuvre*»

**4e Axe : « Les périphéries » *versus* « les centres de décisions »**

Nous choisissons ce thème car certains se sentent abandonnés. Les élections récentes au suffrage universel nous l'ont bien montré. Le FN n'est pas passé. Faut-il pour autant tourner la page ?

**La difficulté :** La fracture n'oppose plus la gauche à la droite ou les urbains aux ruraux. La fracture oppose une France d'en haut où tout peut se décider… et une France d'en bas qui n'a pas le choix, qui vit comme elle peut, là où elle peut. Il y a une France où il est encore possible de choisir son lieu de vie, son emploi, ses loisirs, ses modes d'informations. Et il y a une France d'en bas, contrainte de vivre là où on lui a enfin attribué un logement, contrainte d'accepter un travail peu valorisant, loin de chez elle, à des horaires pas faciles pour vivre en famille et où les enfants n'ont évidemment pas le choix de leurs filières scolaires. Pour les ouvriers, employés, la mondialisation est bien souvent perçue comme une menace. Pour les cadres, la mondialisation est bien souvent perçue comme une opportunité… Pour certains, la France doit s'ouvrir au monde ! Pour d'autres, elle doit s'en protéger !!! Que faire quand on voit à la fois des classes dominantes croire à la pertinence du modèle économique et social mondialisé, mais aussi des classes rester à l'écart de toutes ces zones d'emplois actives, répondant au marché mondial, ayant leur place au sein de la mondialisation ? Que faire quand on voit que la mondialisation fonctionne bien ! Les 2/3 du PIB sont produits dans les grandes villes. Comment ne pas bénir la mondialisation économique et son ouverture aux frontières ?

Les grandes villes se spécialisent de plus en plus **dans les secteurs économiques** les mieux intégrés à l'économie mondiale. Elles gagnent alors un contenu décisionnel de plus en plus élevé. Cela génère le plus souvent l'emploi de personnes très qualifiées, mais aussi de nombreux espaces d'inégalités. O*n a beaucoup valorisé l'idée de créer sa propre entreprise ou avoir le statut d'auto-entrepreneur… Souvent, ce sont des personnes au chômage de longue durée qui s'y sont résolues. Maîtrisant un savoir-faire, elles doivent aussi assurer la gestion administrative, la prospection commerciale, la relation clientèle, sans en avoir l'habitude, ni les compétences. Elles sont de fait fragilisées puisqu'on leur demande beaucoup plus qu'aux autres. Mais la réussite de quelques-uns, très médiatisée, laisse penser que « si on veut, on peut » et accrédite l'idée que si les pauvres ne s'en sortent pas, c'est leur responsabilité…*

De plus, les banlieues ont changé de fonction. Hier dévolus à l'accueil des salariés et d'ouvriers intégrés à l'économie locale, ces espaces sont devenus des quartiers de logement sociaux où vivent de nombreuses personnes sans emploi ou en emploi très fragmenté (temps partiel, occasionnel, aléatoire). Certains sont donc devenus « de fait » hors société (alors qu'ils font partie de notre société …!) La question n'est donc pas de savoir si le modèle de la centralité, où tout se décide, est pertinent économiquement ou non. La question est de savoir si ce modèle de la centralité fait ou non société. Comment trouver un terrain d'entente entre les catégories populaires qui supportent le poids du chômage, la précarité sociale, et celles qui au contraire, ont très bien trouvé leur place dans ce nouveau mode de vie mondialisé ? Est-ce que le rôle de la France d'en haut doit se limiter à redistribuer un minimum de ressources vers des territoires condamnés, vers les populations inutiles… Pardon… « vues » comme inutiles ?

De même **sur le plan culturel,** l'ouverture à l'autre… Les couches supérieures sont celles qui sont les plus ouvertes sur la question de l'immigration. Cela n'est pas surprenant puisque ces catégories sont celles qui ont les moyens financiers de mettre une frontière avec l'autre, celles qui peuvent réaliser des choix résidentiels et scolaires qui leur permettent d'échapper au vivre ensemble Véritablement !!!! C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elles valorisent l'enrichissement dû à la rencontre de l'autre (stages à l'étranger de leurs enfants étudiants ou vacances découvertes passionnantes!). Ces couches supérieures sont certainement capables de théoriser la complexité du rapport à l'autre...Mais la question, quant à l'accueil des réfugiés, n'est-elle pas de le vivre ?

À l'inverse, les catégories populaires vivent déjà depuis longtemps le rapport à l'autre dans le quotidien et sentent très bien qu'il est ambivalent… Il peut être fraternel comme il peut être conflictuel… On peut être raciste le matin et fraternel l'après-midi au bistro. Le rapport à l'autre est d'autant plus difficile qu'il apparaît comme une menace : « Ils vont prendre nos emplois, nos logements... ». L'arrivée de l'autre est d'autant plus menaçante quand on se sent en minorité…

Alors quand on a les moyens de l'évitement (scolaire, résidentiel...), peut-on accuser, ceux qui n'ont pas les moyens, de repli, de fermeture ? Dans ce monde de l’hyper-mobilité, de l’hyper-flexibilité, qui exige de suivre les emplois où ils se trouvent, comment entendre ceux qui n’ont pas assez d’autres sécurités pour quitter maison et environnements social et familial stabilisants ? Saurons-nous plutôt traduire tous ces ressentiments et ces cris d'injustice, non pas en idéologie violente, mais en volonté politique, en demande de justice ? Saurons-nous apprendre à décider ensemble avec les talents de tous et de chacun, et comme le dit Etienne Grieu, « sans réduire l'espace du débat à ceux qui savent défendre leur point de vue » ?

**Écoute de la Parole**

**Marc 4, 35 :** « *Jésus leur dit : « passons sur l'autre rive » Quittant la foule, ils emmènent Jésus dans la barque où il se trouvait et il y avait d'autres barques avec lui.* » Jésus passe sur l'autre rive, il va traverser les tourbillons de vent, apaiser les révoltes, libérer ceux qui se sentent prisonniers, rejoindre les lieux où la vie ne semble plus être là. Comme le dit saint Paul, il va aller « faire exister ce qui n'existe pas encore ». Peut-être qu'il nous appelle à être proches des bontés infinies qui semblent malheureusement éteintes. Elles sont souvent éteintes car nous avons les yeux fermés. Elles ne sont pas écoutées souvent parce que non-calculables... Partir à l'écoute de ce qui fait l'authenticité des gens c'est aller à la rencontre de l'autre, c'est partager ce que chacun, l'un et l'autre, vit, sait, et espère. Certes, partir c'est se livrer à l'inconnu, à l'imprévu... mais surtout à l'infinité des possibles.

Passer sur l'autre rive, s'ouvrir à l'autre, c'est se laisser bousculer par toute l'étrangeté de l'autre, celle qu'on n'a pas choisie, celle dont on n'a pas du tout envie. L'ouverture à l'autre n'est jamais une donnée spontanée, naturelle, comme désirer une place au soleil. L'ouverture à autrui ne relève pas de l'élémentaire, mais de l'humanité, d'une humanité encore et toujours à créer, si nous la voulons... comme notre Père. Passer sur l'autre rive, c'est aussi un appel à faire alliance. L'alliance dans la bible est un principe de vie. C'est la « non possibilité d'indifférence » … : on ne peut pas être chrétien par politesse. Cette alliance, cette « non possibilité d'indifférence » est principe de vie, principe d'humanité. Car l'humanité ne se trouve ni chez l'un, ni chez l'autre, mais bien « entre » les uns et les autres. L'humanité n'appartient à personne. Elle n'est pas l' « un », mais le « commun », l' « un à plusieurs ».

**Questions pour approfondir :**

* Périphérie, centralité : comment nous situons nous ? Comment sommes-nous pris dans ce mouvement ?
* Percevons-nous la clameur des gens à la périphérie ? Que nous révèle-t-elle de leur authenticité et de notre commune humanité ?
* À son écoute, y trouvons-nous un appel à « faire peuple » de manière innovante ?

**Un extrait**de Grieu, *Projet*, février 2015 Redonner leur place aux oubliés, l’expérience de Diaconia : « *Au total, ce souci prioritaire des membres oubliés redonne vigueur au jeu démocratique. Il le rouvre contre la tentation – constante – de réduire l’espace du débat à ceux qui savent défendre leur point de vue. Il le conforte, parce que celui-ci ne peut que gagner à voir davantage d’acteurs entrer dans le jeu.* »

**Un extrait** de « Plaidoyer pour un nouvel engagement chrétien », p. 103 : « *le scandale du Dieu crucifié continue d'avoir lieu dans l'indifférence quasi générale que suscitent la clameur des plus pauvres et celle de ces êtres vivants qui atteignent chaque jour silencieusement les rives de l'extinction*. »